



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service Environnement et Prévention des Risques**

**Arrêté n° 312/DDPP/2021
portant mise en demeure d'évacuation des déchets et de
respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n°350-ddpp-2020 du 20 octobre 2020**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le titre 1^{er} du code de l'environnement relatif aux des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 29/07/2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 21-042 du 02/04/2021 portant délégation permanente de signature à M. Thomas MICHAUD, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2006/1021 du 2 novembre 2006 réglementant les activités de la Noblitex pour son établissement sis 47-49 rue Georges Mandel (adresse devenue 2 rue Pierre Demurger) 42300 ROANNE,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°350/DDPP/2020 du 20 octobre 2020 portant prescriptions complémentaires,

Vu le jugement du 12 février 2020 plaçant la société Noblitex en liquidation judiciaire et désignant la Selarl Mj Synergie en qualité de liquidateur,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28/04/2021, établi à la suite d'une inspection du 13 avril 2021, constatant que la société Noblitex ne respecte pas certaines prescriptions de l'article R-512-39-1 du code de l'environnement et de l'arrêté préfectoral n°350/DDPP/2020 du 20 octobre 2020,

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre la mise en sécurité des installations en évacuant des déchets liquides,

Considérant que les éléments découverts par l'inspection des installations classées lors des visites des installations réalisées les 22 juillet 2020 et 13 avril 2021 font état d'un impact anthropique sur l'emprise du site de la société Noblitex,

Considérant qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

ARRETE :

Article 1

La société Noblitex, représentée par la Selarl Mj Synergie est mise en demeure, pour son installation sise 2, rue Pierre Demurger 42300 ROANNE d'évacuer sous un délai de 1 mois vers des installations dûment autorisées les déchets suivants :

- les effluents liquides non traités au niveau de la station d'épuration (fosse de reprise, bassin d'homogénéisation et cuve de traitement-neutralisation),
- les produits liquides pollués contenus dans la fosse de récupération d'effluents d'encollage des tissus et au niveau de la fosse située au voisinage du repère « stockage des écrous » (cf plan du site),

- le liquide contenu dans la fosse enterrée située au niveau du repère « stockage PAT » (cf. plan du site). Des analyses pourront toutefois être réalisées afin de confirmer qu'il s'agit d'eau (selon des informations recueillies au cours des visites) et ainsi démontrer qu'il ne s'agit pas d'un déchet.

Article 2 :

La société Noblitech, représentée par la Selarl Mj SynergieValette et Gaurand est mise en demeure, pour son installation sise 2, rue Pierre Demurger 42300 ROANNE, de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral complémentaire n°350/DDPP/2020 du 20 octobre 2020 :

- article 5 sous un délai de 2 mois,
- article 3 sous un délai de 3 mois.

Article 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues au II de l'article L.I 71-8 du code de l'environnement.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 5

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6

Madame le sous-préfet de Roanne, Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie de Roanne où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Fait à Saint-Etienne, le **24 JUIN 2021**
et par délégation,
Le secrétaire général



Thomas MICHAUD

Copie adressée à :

- SELARL MJ Synergie
- 9 place Georges Clémenceau
- 42300 Roanne
- Sous-Préfecture de Roanne
- Mairie de Roanne
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono